

Un local d'injection sur roues ?

Dans un article du 31 janvier, 24 Heures éclaire sans fausse pudeur les pratiques lausannoises particulièrement glauques en matière de toxicomanie. On y découvre que les autorités lausannoises ont discrètement développé une forme de local d'injection. Ne manque que le « local » au sens strict du terme mais tout le reste y est : les toxicomanes reçoivent non seulement des seringues propres (pour s'empoisonner hygiéniquement !) en quantité parfois importante, mais aussi de l'ascorbine pour mieux diluer l'héroïne, une cuillère pour mieux faire le mélange, des cotons, des pommades, pour ne citer que ce que l'article mentionne. La photo de l'intérieur du « Distribus » laisse entrevoir des bancs... Quelle différence avec le local d'injection sèchement refusé par une forte proportion du corps électoral lausannois ? Décidemment les pouvoirs qui font fi de la volonté populaire se rencontrent aussi chez nous.

Même des mineurs de moins de 15 ans font partie de la clientèle régulière. Comment ces cas sont-ils traités ? Les parents sont-ils immédiatement informés ? L'article n'en dit rien.

Restituant l'ambiance générale des entretiens qu'elle a eu avec les responsables lausannois en charge de ce dossier, la journaliste montre à quel point la banalisation de la drogue, y compris de l'héroïne, est devenue comme une seconde nature chez eux. Quelques citations révélatrices : « *Non, toxicomane ne veut pas dire marginal !* », « *L'ambiance est joviale, souvent on rit* », « *... t'es sûr que tu a tout ce qu'il te faut ?* » etc. Chic ambiance entre copains. D'autant plus que l'héroïne est à 20 francs la dose, un vrai cadeau dont il faut profiter.

Comment ne pas voir dans ce laxisme la raison du choix de la Ville de Lausanne par les *dealers* pour relancer l'héroïne ?

Appuyé par son chef de Département, le Service de la Santé publique du canton de Vaud fait tout pour mettre en place à Lausanne la politique explicitement refusée par la population : transformation de la Fondation du Levant et de la Fondation des Oliviers en institutions à bas seuil (voire sans seuil du tout), reprise du dossier du bistrot social (lui aussi refusé par les Lausannois dans la foulée du local d'injection) pour le confier à une commission cantonale qui pourrait l'introduire quand même « à titre expérimental », etc.

L'Association Romande Contre la Drogue dénonce cette attitude à la fois laxiste et autoritaire. Elle demande de la Municipalité lausannoise

- qu'elle engage une politique stricte de répression contre l'extension du marché de la drogue dans sa ville,
- qu'elle renonce à cette solution trompeuse qui consiste à installer les toxicomanes dans la prétendue stabilité d'une dépendance assistée,
- que toute institution à bas seuil soit dotée d'intervenants sociaux cherchant à orienter les toxicomanes vers l'abstinence,
- qu'elle prenne toutes dispositions utiles à permettre la réouverture à terme d'une institution à haut seuil d'exigences, visant l'abstinence, qui reste la réponse la plus humaine à l'esclavage dont souffrent les toxicomanes.

Association Romande Contre la Drogue

Maximilien Bernhard,
Président
079 600 99 68

Françoise Longchamp
Membre du bureau
079 210 61 58